

# Le gouvernement chinois réfute les accusations de dumping de Bruxelles

Le gouvernement chinois a rejeté les accusations de soutien anticoncurrentiel portées contre les entreprises locales **ZTE** et **Huawei**. Celles-ci fournissent des solutions d'équipements IT pour les opérateurs mobiles et les entreprises, et produisent téléphones et smartphones (de moins en moins) en marque blanche et (de plus en plus) en marque propre. Ces dernières années, Huawei et ZTE ont gagné du terrain sur le marché international, particulièrement en Europe, au détriment des acteurs locaux Alcatel-Lucent, Nokia Siemens Networks et Ericsson.

Fin mai, un article du *Financial Times* soutenait que [l'Union européenne pourrait prendre des sanctions](#) à l'encontre des deux géants chinois. Bruxelles les soupçonnerait de bénéficier de subventions du gouvernement chinois qui leur permettraient de vendre leurs solutions moins chères que sur leur propre marché et, donc, de remporter des contrats de manière anticoncurrentielle.

[ZTE et Huawei ont toujours nié ces accusations](#) précisant notamment qu'ils n'avaient jamais reçu de notification de la part des instances européennes. Aujourd'hui, c'est au tour du gouvernement chinois de se justifier.

## Accusations sans fondement

« *Nous pensons que de telles accusations sont sans fondement et déraisonnables, a déclaré **Shen Danyang**, un porte-parole du ministère du Commerce chinois, lors d'une conférence de presse mardi, rapporte Reuters. Huawei et ZTE opèrent dans un environnement de marché totalement libre. Leurs produits gagnent en compétitivité mondiale grâce aux efforts de R&D des entreprises.* »

Il est vrai que les deux équipementiers investissent énormément dans la recherche. Notamment en France où [ZTE a déployé un centre de recherche à Poitiers](#). Pour sa part, Huawei a augmenté de 34 % ses investissements en R&D en 2011, soit 11,6 % de son chiffre d'affaires.

Il n'en reste pas moins que l'Europe constitue un marché important pour Huawei et ZTE. C'est même [le premier, en termes de revenus, pour Huawei](#) tandis que ZTE affiche de grandes ambitions, notamment en France, où il espère [installer ses offres 4G](#) chez un opérateur (en l'état, il ne reste de libre que le réseau de SFR et le bassin parisien chez Orange). Le sujet de discorde est donc des plus sensibles pour les deux équipementiers chinois.